



Chantage et récupération politique :

P.3

CAP 2015 renoue avec les vieilles habitudes

Pièdre mobilisation pour la marche de Samedi dernier

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC N°519 du 14 Mars 2017
Prix : 250F CFA

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

RENCONTRE ENTRE LE MINISTRE DUSSEY
ET LE PRÉSIDENT ZAMBIEN À LUSAKA :

Le Togo et la Zambie renforcent leur Coopération



TO
GO

P.6

PUDC :

**358 millions pour les
travaux d'ouvrages
sociocommunitaires de
base dans le Grand Lomé**

P.4

ECHANGES ENTRE

OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES
ET RESPONSABLES DE L'OTR :

**La loi des finances,
gestion 2017 au menu
des discussions**

P.4

Œuvre charitable à l'endroit
de l'orphelinat "Saint
Monique" d'Aného :

**Les femmes de "Togo
Equipement" font
dons de vivres et de
non vivres aux enfants**

P.6



Rapport du groupe de travail dans le secteur de l'éducation

Le Gouvernement déterminé à solutionner une fois de bon la crise

Un statut particulier promis pour d'ici quelques mois



Le PM Selom Komi KLASSOU

TO
GO
P.3

Gestion des aires protégées au Togo :

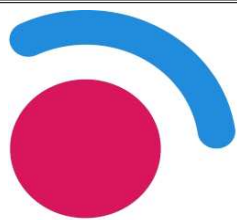
Le PGICT aux côtés des acteurs pour une bonne valorisation de la biodiversité

P.5



La table d'honneur...

...les participants lors de la rencontre



Togotelecom

COMMUNIQUE

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE ORGANISE UNE VASTE OPERATION DE REHABILITATION GRATUITE DES INSTALLATIONS TELEPHONIQUES A DOMICILE.

A CET EFFET, ELLE INVITE TOUT CLIENT POSSEDANT UNE INSTALLATION FILAIRE NON FONCTIONNELLE A SE RENDRE DANS TOUT ESPACE TELECOM POUR UNE PRISE EN CHARGE SPECIFIQUE DANS LE CADRE DE L'OPERATION.

TOGO TELECOM TIENT A RASSURER SON AIMABLE CLIENTELE QUE LES DISPOSITIONS PRISES CONCOURENT A AMELIORER DURABLEMENT LA QUALITE DE SES PRESTATIONS.

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE D'AVANCE DE VOTRE CONTRIBUTION A LA REUSSITE DE CETTE OPERATION.

LA DIRECTION GENERALE

TOGO CELLULAIRE

LA FAMILLE S'ÉLARGIT
NOUVEAUX NUMÉROS
70 XX XX XX

NOUS SOMMES PLUS DE 3 MILLIONS D'ABONNÉS

**LE LEADER**

service client : 888

www.facebook.com/Togocelwww.twitter.com/togocelwww.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015



Rapport du groupe de travail dans le secteur de l'éducation :

**Le Gouvernement déterminé à solutionner une fois de bon la crise
Un statut particulier promis pour d'ici quelques mois**

Le secteur de l'éducation au Togo est sérieusement paralysé par les grèves à répétition des enseignants. Au début, l'on a pensé à une crise qui devrait trouver un dénouement avec une confiance mutuelle entre le gouvernement et les syndicats de ce secteur. Mais l'on a vite déchanté vu le durcissement d'un bras de fer entre syndicats et gouvernement. Que faire pour sauver cette année qui commençait par basculer par des positions tranchées des enseignants qui sont déterminés à aller jusqu'au bout de leur revendication ?



Selom Komi Klassou, Chef du Gouvernement

Face à la persistance des mouvements d'humeur des enseignants, le gouvernement a pris le taureau par les cornes en mettant sur pied un groupe de travail incluant syndicats et gouvernement pour plancher sur les problèmes liés à ce secteur. Six semaines après un travail abattu par ce groupe, un rapport a été remis au chef du gouvernement Sélom Komi Klassou lors d'une cérémonie solennelle.

A cette occasion, le premier

ministre a prononcé une allocution dans laquelle il a reconnu le rôle combien primordial et irremplaçable joué par l'enseignant dans la communauté. Pour le PM, l'enseignant est comme une boussole qui active les aimants de curiosité, de la connaissance et de la sagesse chez les élèves.

C'est face à ce constat pertinent qu'il a fait remarquer que, l'enseignant doit exprimer son engagement envers le bien-être et le développement de l'apprenant. Le PM n'est pas

passé sous silence la volonté du gouvernement de résorber la crise en initiant le 18 janvier 2017, un groupe de travail dont le rapport vient d'être remis au chef du gouvernement.

Le Premier ministre s'est réjoui des conclusions de ces travaux avant de féliciter les parties prenantes de cette crise. En somme, M. Klassou a saisi cette opportunité pour réitérer l'engagement du gouvernement à continuer à favoriser la recherche de solutions

idoines à la crise.

Pour ce qui est des doléances formulées par les syndicats relatives à l'intégration des enseignants auxiliaires, le chef du gouvernement a rassuré les uns et les autres. Le PM a, dans le même sillage rappelé que dans le cadre du statut général de la fonction publique, 12747 enseignants ont reçu leurs actes de nomination avec effet depuis le 1er janvier 2017.

Concernant l'émolument des enseignants, des mesures incitatives ont été appliquées à ce secteur avec des améliorations au sujet de la grille salariale. Le PM a tenu à porter à la connaissance de l'opinion qu'à l'instar des autres fonctionnaires de l'Etat, les enseignants, jusqu'à preuve du contraire ont bénéficié d'améliorations substantielles de leurs salaires. Bien plus, ils ont eu des avantages tels que les primes de rentrée, de bibliothèque et d'incitation à la profession d'enseignants.

En revanche, M. Klassou a expliqué que dans le souci de répondre favorablement aux exigences liées à cette profes-

sion, le gouvernement est à pied d'œuvre pour étudier dans un délai record la question du statut particulier des enseignants. Mais M. Klassou rassure les élèves, les parents d'élèves et par ricochet les enseignants que tous les défis et préoccupations ayant fait l'objet des conclusions du groupe de travail vont être examinés avec une attention particulière sans reléguer au dernier plan la question préoccupante d'infrastructures des enseignants. Mais sans la paix sociale, précise le PM, tous ces défis susmentionnés seraient difficiles à relever.

C'est pourquoi M. Sélom Klassou n'a pas manqué d'inviter tous à œuvrer pour un climat de confiance et de sérénité. Il déplore du fait que certains enseignants continuent d'estimer que les cours non assumés les jours de grèves sont considérés comme faits. Il faut donc savoir raison garder car les violences n'ont pas leur raison d'être dans les établissements scolaires.

El Hadj Tchagnao

Chantage et récupération politique :

**CAP 2015 renoue avec les vieilles habitudes
Pièdre mobilisation pour la marche de samedi dernier**

Samedi dernier, l'ANC, la CDDPA, le PSR, l'UDS-Togo et leurs militants réunis au sein de CAP 2015 se sont mobilisés pour dit-on protester contre les effets qui affectent l'ensemble des populations togolaises dans tous les secteurs d'activités et notamment contre la fermeture des chaînes LCF et City FM. Ils étaient quelques centaines leaders de CAP 2015 et certains sympathisants à la solde de ce groupement à prendre d'assaut les rues de Lomé. La marche a débuté au niveau de GTA pour chuter à Zongo dans la banlieue nord de Lomé.

La motivation de cette manifestation politique selon les premiers responsables de CAP 2015 était de lancer " un appel au chef de l'Etat afin qu'il prenne la pleine mesure des aspirations exprimées par les populations togolaises en s'engageant résolument dans

la mise en œuvre des réformes politiques prescrites par l'APG et dans l'organisation consensuelle des processus électoraux ". Au regard de cette énième sortie de Fabre et comparse, il faut faire remarquer que CAP 2015 tente de faire une certaine récupération politique au lendemain des manifestations spontanées des conducteurs de

Taxi-moto qui protestaient contre la hausse des prix de produits pétroliers à la pompe qui a malheureusement conduit à des dégâts matériels et à un décès.

Depuis plusieurs mois, ce groupement de partis politiques peine à réunir ses militants pour battre le pavé



Une vue des marcheurs, samedi dernier à Lomé.

comme à leur habitude. La réaction des populations le 28 Février dernier était une aubaine pour les leaders de l'opposition pour reprendre du service et faire croire à l'opinion que le pouvoir n'a pas la volonté d'opérer les réformes.

En somme, c'était une stratégie mal ficelée de l'opposition

coupée de sa base qui tente de se faire vainement une santé. En ce qui concerne la hausse des prix sur laquelle CAP 2015 surfe pour lancer un appel au chef de l'Etat, il faut avouer que le prix du carburant au Togo est le deuxième le moins cher de la sous-région après le Bénin. Pour ce

qui est de la mort d'un manifestant, le gouvernement a condamné cet acte et une enquête a été ouverte pour situer les responsabilités.

Le ministre de la Sécurité, le colonel Yark Damehame, s'est longuement exprimé sur ce sujet. Il est clair que CAP 2015 cherchait à instrumentaliser la mort d'un concitoyen pour descendre dans la rue et réclamer les réformes politiques. A propos justement de ces réformes, le chef de l'Etat a déjà mis en place une commission chargée de s'y plancher avec la ferme conviction d'aboutir à ces réformes réclamées par l'opposition.

Les motivations de Fabre et ses acolytes en organisant la manifestation de samedi dernier sont à chercher ailleurs. Le Togo n'est pas en crise comme ils tentent de faire croire à l'opinion.

La Rédaction

PUDC : 358 millions pour les travaux d'ouvrages sociocommunautaires de base dans le Grand Lomé

L'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB) avec l'appui financier et technique du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, a procédé jeudi dernier au lancement officiel des travaux de construction d'ouvrages sociocommunautaires de base dans le Grand Lomé.

Ces travaux se situent dans le cadre du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) et prendront en compte 15 communautés avec un coût total de

358 millions de FCFA. Lors de ce lancement, les responsables de l'ANADEB, ont expliqué que ce projet est destiné à la construction de hangars cantonaux de 28 places, de blocs latrines de 6 cabines, de magasins de stockage et de forages photovoltaïques. La ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, Victoire Sidémého TOMEGA-DOGBE et la Représentante Résidente du PNUD au Togo, Kardiata Lô N'DIAYE ont procédé à la pose de la première pierre pour la construction du marché et des latrines publiques du quartier d'Attigou.



Mme Victoire Tomégah-Dogbé (g) remettant une enveloppe à un responsable

Les douze entreprises qui sont retenues pour l'exécution des travaux, ont reçu pour l'occasion, une partie des moyens pour le travail.

Selon la directrice de l'ANADEB, Mazalo KATANGA, des contrôleurs en génie civil ont été recrutés pour le suivi des travaux. Quant à la

Représentante Résidente du PNUD au Togo, elle a rappelé que ce programme ne touche pas seulement les zones rurales, mais aussi des zones urbaines et les périphéries des villes.

Ce programme qui couvre le Grand Lomé, va considérablement changer les conditions de vie des populations vulnérables à travers une amélioration de leur cadre de vie et la création de la richesse et de l'emploi. Le PUDC est un programme destiné à mettre en place des équipements socio-économiques de base pour les populations vivant dans les zones rurales et urbaines.

La Rédaction

Réformes constitutionnelles et institutionnelles :

Mme Awa Nana a échangé avec des ambassadeurs accrédités au Togo

Le Togo est fortement engagé à opérer les réformes politiques qui constitue aujourd'hui la pomme de discorde entre le pouvoir et l'opposition. C'est fort de ce constat qu'une commission de réflexion a été créée le 3 janvier pour explorer les pistes susceptibles de baliser le terrain à ces réformes. Cette commission, composée d'anciens ministres et d'experts chargés de recommander des pistes après consultations auprès des partis politiques, de la société civile et de la population est présidée par Awa Nana-Daboya.

Mais autant de questions liées à l'attribution de cet organe et le cadre consensuel qui permettra aux élus du peuple de se prononcer après le travail qui sera abattu. Cependant, c'est dans la

transparence totale que la commission entend accomplir sa mission. Pour la présidente qui recevait les ambassadeurs accrédités au Togo la semaine dernière, la commission est sur la



Mme Awa Nana-Daboya

bonne voie pour présenter des réformes qui rassemblent une majorité de Togolais' Le porte-parole des ambassadeurs reçus par la commission M. Marc Fonbaustier a exprimé toute sa volonté à accompagner le processus jusqu'à son terme. " Nous apportons notre soutien collectif au travail qui est engagé. Nous avons émis le souhait collectif que la commission puisse faire œuvre utile pour le Togo ", a-t-il déclaré lors de cette rencontre

Il faut avouer qu'en créant cette commission, le président Faure Gnassingbé est nourri d'une volonté de voir les réformes être opérées selon le processus engagé et d'une manière inclusive et consensuelle.

J.E

Echanges entre opérateurs économiques et responsables de l'OTR :

La loi des finances, gestion 2017 au menu des discussions

Volée le 28 décembre 2016, la loi des finances, gestion 2017, fait aujourd'hui objet de sensibilisation et d'échanges entre l'Office Togolaise des Recettes (OTR) et les opérateurs économiques. C'est dans cette logique que le commissaire général par intérim Kodjo Adédzé a présidé la conférence de presse du 10 mars dernier qui s'est tenue dans la grande salle du nouveau siège de l'institution. Etaient présents, le commissaire des impôts suivi de son collègue des services généraux, ainsi que des opérateurs économiques et un parterre de journalistes.

Aujourd'hui la loi de finance gestion 2017 vise à doter l'Etat et les collectivités territoriales des moyens nécessaires à l'atteinte de leurs objectifs de financement des actions de développement, à favoriser l'essor de certains secteurs stratégiques de l'économie tout en assurant une mise en conformité du dispositif avec les normes communautaires et à permettre une meilleure application de la réglementation fiscale en matière de lutte contre la fraude fiscale.

Signalons que par rapport à cette nouvelle loi des finances, 48 articles ont été amendés



La table d'honneur ; on reconnaît à gauche le Commissaire général par Intérim de l'OTR, Kodjo Adédzé, et le Commissaire aux Impôts, Adoyi Ezzo-Wavana

dont 46 articles modifiés et 02 ont fait l'objet d'abrogation. C'est dans ce sens que le tissu kaki et le tissu imprimé (pagne) importés ont été revus à 10% comme taxe du 1er janvier au 31 décembre 2017.

Aussi l'importation et la vente de matériels de production des énergies renouvelables par les entreprises agréées par le ministère des mines ainsi que l'importation et la vente des terminaux mobiles et équipements informatiques ont été exonérées de la TVA durant toute l'année 2017. Cette loi de finance a aussi pris en compte le riz à l'exception du riz de luxe et les pâtes alimentaires dont la TVA revenu à 10% ainsi que le taux de l'impôt sur les sociétés qui connaît une réduction de 1% soit 29% à 28%.

Suite à la page 7

Nouvelle OPINION
 Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
 Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC
 Siège: Adidoadin, PAvée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien
Directeur de Publication:
 El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
 Cel:91 36 37 55
 jeantchagnao@yahoo.fr
Secrétariat de la Rédaction:
 Agbékponou Junior
Rédacteurs :
 Tchagnao
 El Hadj Arimiyao
 Agbékponou Junior
 Ramzad
 Maroine Tchagnao
Imprimerie:
 IMPRIMERIE RAD GRAPHIC Sarl U.
Tirage :
 2.000 exemplaires

Gestion des aires protégées au Togo :

Le PGICT aux côtés des acteurs pour une bonne valorisation de la biodiversité

Améliorer l'efficacité de gestion des aires protégées pour une bonne valorisation de la biodiversité autour des différentes communautés est la vision que poursuit le Projet de Gestion Intégrés des Catastrophes des Terres (PGICT) qui ne cesse de multiplier des séries de formation. Après l'étape de Sokodé le ministère de l'environnement et des ressources forestières en collaboration avec le Réseau des gestionnaires des aires protégées et sites touristiques (RGAPST) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a initié un atelier sur les mêmes outils de gestion des aires protégées hier à l'hôtel Saint Georges à Tsévié. Etaient présents, les conservateurs, gestionnaires, acteurs des aires protégées et sites touristiques. Financé par le PGICT, cet atelier a été ouvert par Sama BOUNDJOUW secrétaire général du ministère de l'environnement et des ressources forestières.



La table d'honneur à l'ouverture des travaux

populations de vertébrés ont chuté de 58% entre 1970 et 2012, contre -52% dans le précédent rapport, aussi avec un effondrement de 81% des

de chasse non durables, braconnage).

C'est face à cette situation que cet atelier a été initié par le ministère de l'environnement et des ressources forestières en collaboration avec le Réseau des gestionnaires des aires pro-

nale pour la conservation de la nature (UICN). Aujourd'hui, l'objectif est de protéger les aires protégées qui constituent la réserve de toute la richesse en termes de biodiversité. Le PGICT en finançant ses ateliers veut procéder au renforcement

Du coup, ceci permettra dans les jours à venir de trouver de façon durable des approches de solutions et d'orientations stratégiques aux préoccupations qui ont été soulevées ça et là en matière de gestion des aires protégées et de la biodiversité au Togo. Signalons au passage que la défense et la promotion de la biodiversité font partie intégrante de la vision 2030 du gouvernement. Une vision qui est basée sur les dix-sept Objectifs du Développement Durable adoptés en 2015 dans le système des Nations Unies, en l'occurrence l'objectif 15 : " préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité ".

Pour ce faire, M. Sama BOUNDJOUW secrétaire général du ministère de l'environnement



Les participants

La perte de biodiversité combinée avec le changement climatique représente de nos jours des menaces environnementales au plan mondial. Des menaces qui ont été traduites par la publication du rapport d'octobre 2016 réalisé par le Fonds Mondiale pour la Nature où les

espèces d'eau douce, de -38% d'espèces terrestres et -36% d'espèces marines. Ces causes peuvent s'expliquer par la perte et la dégradation de l'habitat, les effets de l'agriculture, de l'exploitation forestière, de l'urbanisme ou de l'extraction minière, et la surexploitation des espèces (pratiques de pêche et



Vue partielle des participants lors des travaux

tégées et sites touristiques (RGAPST) et l'Union internatio-

de capacité en termes d'équipement, de cadre juridique et institutionnel.

Au-delà du renforcement de l'arsenal juridique, le coordonnateur adjoint du PGICT a expliqué lors de cet atelier qu'il y a nécessité de renforcer la capacité des gestionnaires de ces aires protégées pour pouvoir mieux gérer tout ce qu'il y a comme conflit afin de faire une bonne surveillance dans le but d'avoir une grande capacité pour un suivi écologique. C'est dans cette perspective que le PGICT a décidé d'apporter son soutien à l'organisation d'un dialogue national sur les aires protégées du Togo d'ici la fin du projet.

ment et des ressources forestières s'est réjoui de la tenue des ateliers sur ces thématiques en l'occurrence celui de sokodé et de Tsévié dans le but de s'approprier des méthodes et outils de gestion, de valorisation de la diversité biologique et d'appréhender avec justesse les impacts de leur action en tant qu'acteurs principaux des aires protégées.

Enfin, le SG du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières a invité tout un chacun à mettre en place des approches adaptées et des mesures incitatives pour accélérer le développement socio-économique en faveur des communautés riveraines.

Nouvelle Opinion



Photro de famille des participants

Œuvre charitable à l'endroit de l'orphelinat " Saint Monique " d'Aného :

Les femmes de "Togo Equipement" font dons de vivres et de non vivres aux enfants

Donner du sourire, de la joie et de l'affection aux enfants abandonnés et délaissés à eux-mêmes a été le sentiment qui a animé le samedi 11 mars dernier, les femmes de l'entreprise " Togo Equipements " à apporter leur soutien en vivres et non vivres aux enfants de l'orphelinat " Saint Monique " d'Aného. C'est dans le cadre de la journée du 08 mars axée sur le droit de la femme que, ces femmes ont mené cette action sociale avec la présence effective de leur Directeur Général.



Photo de famille



Des vivres

Depuis toujours, la femme est l'être qui est le plus souvent mise en exergue à l'occasion de cette date du 8 mars en ignorant ceux qui naissent sans assistance maternelle c'est-à-dire certains enfants marginalisés. C'est au vu de ce constat que les femmes de " Togo Equipements " en lieu et place d'une grandiose fête qu'elles ont l'habitude de faire à chaque 8 mars ont décidé d'allouer ces fonds pour se consacrer aux enfants de l'orphelinat " Saint Monique " d'Aného. Cette action sociale et humanitaire a été concrétisée par l'apport de don en vivres et non vivres à ces enfants dont la cérémonie de

remise a eu lieu le samedi 11 mars dernier sous le regard avisé des sœurs de la confection religieuse de l'orphelinat.

A travers cette aide et assistance que ces femmes ont initié à l'endroit de ces enfants pour un épanouissement et une meilleure intégration dans la vie active, l'on pouvait lire la joie et le bonheur dans le visage de tout un chacun par des chants et danses. A travers cette noble action qui a été appuyée par le Directeur Général de Togo équipements, la Sœur Odette n'a pas manqué de leur adresser ses sincères remerciements et

celui des enfants. C'est un geste qui leur va droit au cœur et qui leur apporte une bouffée d'oxygène.

Pour elle, ces dons, vont leur permettre d'avoir un horizon assez dégagé au regard de leur ressources limitées. Pour cette première édition, la sœur Odette espère que ce serait le départ d'une longue collaboration entre eux et l'orphelinat. Une collaboration qui selon elle, pourra se pérenniser au fil des ans dans l'intérêt des enfants.

Pour terminer elle a enfin imploré la miséricorde divine de sur eux et prospérité pour "

Togo Equipement ". Satisfaite de cette spontanéité et de ce dynamisme dont a fait preuve ces collègues de travail, Pidenam DOSSIM, représentante des femmes de " Togo Equipement " a à son tour adressé ses félicitations à toute pour avoir accepté de contribuer au sourire de ses enfants orphelins et délaissés. Elle n'a pas manqué au nom de toutes les femmes de formuler leur remerciement au Directeur Général qui était à leur côté depuis le début et qui, malgré toutes ses charges a bien voulu les accompagner pour vivre de près et toucher du

doigt les réalités du terrain.

Pour les éditions à venir elles ont promis par le concours de Dieu d'y faire au tant afin de contribuer plus à l'insertion de ces enfants dans la vie active. Signalons au passage que ce centre a été créé le 25 décembre 1998 sur l'initiative des Sœurs de Notre Dame de l'Eglise avec l'accord et l'appui de Monseigneur Paul Jean-Marie Dom DOSSAVI. Situé à une cinquantaine de km de Lomé ce centre compte actuellement 103 enfants dont 63 garçons et 40 filles.

Elom

Rencontre entre le ministre Dussey et le Président zambien à Lusaka :

Le Togo et la Zambie renforcent leur Coopération

Le chef de la diplomatie togolaise le prof Robert Dussey a effectué une visite officielle la semaine dernière en Zambie à l'invitation de son homologue Harry Kalaba ministre Zambien des affaires étrangères.



Le ministre Robert Dussey (dt) et le Président zambien (au milieu)

Lors de son séjour en terre zambienne, il a été question de redynamiser la coopération politique et économique entre la Zambie et le Togo.

MM. Kalaba et Dussey ont aussi décidé de procéder dans un futur proche à l'annulation des visas entre le Togo et la Zambie. Ils ont réaffirmé leur ferme détermination à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme sous toutes leurs formes. Sur le même registre, les deux ministres ont convenu de mutualiser leurs efforts avec les autres pays et des partenaires comme l'ONU et l'Union africaine. Harry Kalaba a officiellement confirmé que son pays apportait son soutien à la tenue à Lomé au mois d'octobre prochain du premier Sommet

Afrique-Israël et a assuré de la participation de Lusaka. Dans le même volet du sommet Afrique-Israël qui se tiendra à Lomé en octobre prochain, le président zambien, Edgar Chagwa Lungu, en conférant avec le ministre Robert Dussey a également confirmé la participation de

son pays à ce sommet. Pour ce faire, le chef de l'Etat zambien avait effectué une visite en Israël en février 2017.

Selon les informations, le chef de la diplomatie togolaise était porteur d'un message de Faure Gnassingbé qui est axé sur les nombreuses crises qui menacent la paix, la

sécurité, la stabilité et le développement de l'Afrique et du monde. En marge des échanges entre le président Lungu et Robert Dussey, le leader Zambien a invité le président Faure Gnassingbé à effectuer une visite officielle dont la date reste à fixer. Dans le cadre de cette visite

officielle à Lusaka, le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, a été également reçu par une haute personnalité des indépendances africaines.

Le chef de la diplomatie togolaise s'est rendu au domicile de Kenneth Kaunda qui est aujourd'hui âgé 92 ans. M. Kenneth Kaunda est un ancien président Zambien qui a dirigé le pays pendant 27 ans après l'indépendance en 1964.

Rappelons que M. Kaunda est l'un des grands personnages des luttes de libération en Afrique. Après son départ du pouvoir, il a été très actif comme médiateur dans des conflits africains, puis comme militant de la lutte contre le Sida. Lors des échanges qu'il a eus avec M. Kenneth Kaunda, M. Dussey s'est déclaré impressionné par cette rencontre au cours de laquelle a été évoqué l'avenir de l'Afrique et de sa jeunesse.

NOUVELLE OPINION

Assemblée générale constitutive des éleveurs de la préfecture de l'AVE :

Un nouveau bureau mis sur pied pour la redynamisation et l'avancé de leur activité

Pour bien structurer et booster l'élevage de volailles traditionnelles dans la préfecture de l'AVE, les éleveurs se sont constitués en association dans le but de faire rayonner leur potentialité au-delà de leur préfecture. C'est dans cette perspective et dans la préservation de leur acquis sur le terrain, que les membres de ladite association ont organisé le 9 mars dernier à Bagbé une assemblée générale constitutive qui a débouché sur l'installation d'un nouveau bureau de sept membres. Présidée par M. SANVEE Kodjo Ahlin, cette assemblée a eu pour objectif d'étendre les activités de l'association à d'autres membres qui n'ont pas encore eu connaissance de leur existence.

Tenue dans l'enceinte de CAF AP, cette assemblée générale constitutive a connu la présence des partenaires et des membres de ladite association. D'entrée de jeu, l'assistance par une prière d'ouverture



Le nouveau bureau élu

s'est confiée à l'éternel Dieu pour la bonne marche de leurs activités. Ouvrant le bal des allocutions le représentant des éleveurs de la préfecture de l'AVE a tout d'abord remercié tout un chacun pour les efforts fournis l'existence de l'association. C'était le lieu pour lui de les inviter à ne pas baisser les bras car l'aventure a été palpitante et c'est le moment de démontrer aux autres préfectures du Togo que l'AVE regorge de potentiels éleveurs.

Après un temps d'expérience et d'activité sur le terrain, les membres de l'ancien bureau ont eu à présenter leur rapport d'activité.

Rapport qui a été lu par HODUTO Yawa Massan Akpedze et qui a permis de comprendre la motivation et la dynamique de chaque membre à conduire l'association vers des lendemains meilleurs. Dans la même optique et pour s'assurer de la continuité les membres ont procédé à la



Le nouveau bureau avec les partenaires

présentation, à l'amendement et à l'adoption des statuts de leur association. Après ces deux phases, place à l'élection proprement dite. Une élection qui a vu la mise en place d'un nouveau bureau pour un mandat de trois ans renouvelable une seule fois. M SANVEE Kodjo Ahlin nouveau président sur qui le choix a été porté, a tout d'abord remercié tous ceux qui de près ou de loin ont eu à placer leur confiance en lui pour la redynamisation et l'avancée de leur association.

Pour ce fait il s'est engagé avec son équipe de faire des achats groupés d'intrants et de produits vétérinaires pour les membres de l'association ; de faire des ventes groupées de produits d'élevage ; de renforcer régulièrement les compétences techniques des membres enfin d'assurer l'éducation, la formation et l'information des membres ainsi que l'échange

d'expériences. Aux partenaires techniques et financiers ainsi qu'aux techniciens, il n'a pas manqué de les rendre un grand hommage pour leur assistance dans tous les domaines. Pour ce faire, il a demandé leur soutien et leur assistance technique pour la bonne marche de l'association.

Etant donné que de nos jours notre pays le Togo importe beaucoup de viande de volailles, de bœufs et de mouton, le nouveau président élu a profité de cette circonstance pour lancer un appel aux autres producteurs de volailles traditionnels de bien veiller sur ce qu'ils font pour que dans quelques années, ils puissent couvrir près de 50% des besoins de la population togolaise et contribuer à l'émergence de l'économie togolaise.

Elom

Echanges entre opérateurs économiques et responsables de l'OTR : La loi des finances, gestion 2017 au menu des discussions

Suite de la page 4

Par rapport à cette nouvelle norme dans la loi de finance 2017 et suite à cette rencontre initiée par les premiers responsables de l'OTR, les opérateurs économiques ont pu mesurer l'effort qui a été fait par l'Etat pour rendre compétitives les activités qui se déroulent dans le pays. Et celui élaboré par l'équipe de l'OTR en établissant un nouveau climat de partenariat et de confiance entre cette institution et les opérateurs économiques afin de consolider les acquis pour un développement du Togo.

Suite aux grandes lignes qui ont été définies par la loi de finance gestion 2017, les opérateurs économiques à travers la voix de Nana Ané Ohiniko Quam Déssou, XV roi des Mina, chef traditionnel de la ville d'Aneho, ont noté qu'elle a changé beaucoup de choses au niveau de l'économie et des consommateurs.

Etant donné qu'ils font partis des plus grands importateurs de



Les opérateurs économiques lors de la rencontre avec l'OTR

produits de consommation, ils n'ont pas manqué d'évoquer le coût du dollar qui est élevé par rapport au franc CFA où les produits sont assis sur des parités des devises étrangères. Pour les opérateurs économiques, c'est une bonne chose de la part du gouvernement mais au même moment ils ont estimé que l'Etat peut mieux faire car selon les normes de l'UEMOA, le taux d'impôt sur les sociétés devrait être de 25%. C'est le lieu pour

eux de soutenir et d'accompagner l'OTR à travers un comportement citoyen tout en œuvrant dans la clarté et la clairvoyance afin de leur faciliter la tâche à mieux les servir.

En ce qui concerne l'allègement sur la TVA les mesures sont déjà prises au niveau de la loi de finance gestion 2017. L'OTR souhaite que cet allègement puisse se répercuter sur les produits.

Junior

POUR VOS ANNONCES, PUBLICITÉS ET PUBLI-REPORTAGES APPELEZ LE 91 36 37 55

Ne fermons pas les yeux...! LE RISQUE EST RÉEL

Ministère du Commerce et de la Promotion du secteur privé



Promo Saint Valentin

DU 13 AU 28 FEVRIER 2017

BONUS RECHARGEMENT INTERNET

- Renouvelez votre forfait avant échéance
- **Bénéficiez de 14 jours de validité en plus**



REPLACEMENT SANS FRAIS DE BATTERIE POUR LE TÉLÉPHONE illico 3i

- Sur présentation du reçu d'achat du téléphone ou de la batterie à remplacer



**Plusieurs surprises
vous attendent en agence !**